

«Il faudrait pour le bonheur des États que les philosophes fussent Rois et que les Rois fussent philosophes»

Platon in La République

SID-AHMED GHOZALI AU SOIR D'ALGÉRIE

Histoire des nationalisations, politique pétrolière et bonne gouvernance

5^e partie

«Tout comme il avait suivi naguère, pas à pas, les études relatives au programme d'exploitation de Hassi Messaoud, le président Boumediène a suivi pas à pas l'élaboration du programme Valhyd.»

Entretien réalisé par Chafik Mesbah

Chafik Mesbah : Vous avez mentionné au cours de l'entretien, le projet Valhyd. Que dites-vous du reproche qui a été fait à Boumediène de placer les hydrocarbures du pays sous le contrôle des Etats-Unis ?

Sid-Ahmed Ghozali : Oui cela a été dit. Avant et après la disparition de Houari Boumediène.

Il faut d'abord que vos lecteurs sachent que l'acronyme Valhyd est une association entre Val pour «Valorisation» et hyd pour «hydrocarbures». Nous parlons ici de ce qui était un programme global, une sommation formalisée des actions menées par le ministère de l'Energie et par Sonatrach, en deux périodes bien distinctes.

Le premier temps va de 1963 à 1971. Il s'agissait de mettre sur pied et de développer les moyens en études technico-économiques, en hommes et en structures capables d'assurer l'intervention progressive de l'Algérie à tous les stades de l'activité pétrolière. C'est ce que nous fîmes dans des sites qui étaient encore hors du contrôle des sociétés étrangères mais en préparant, parallèlement, les moyens similaires, nécessaires à la prise en main, le moment venu, des gisements et installations qui étaient sous contrôle étranger.

Le deuxième temps commence en 1971. C'est l'année de l'extension des activités de Sonatrach à l'ensemble des installations pétrolières. Ce qui veut dire, concrètement, son implantation physique sur plusieurs centaines de sites, les champs, petits et grands, les puits de production, les installations de séparation, les systèmes de stockage et de transmission. Les implications immédiates des mesures de nationalisation de 1971 se traduisaient par une rupture sur trois fronts : changement d'échelle du champ d'activité, changement de politique d'exploitation sur chaque gisement pris individuellement, mise en cohérence des stratégies d'exploitation individuelle avec les exigences et les besoins d'un développement national. Cette triple

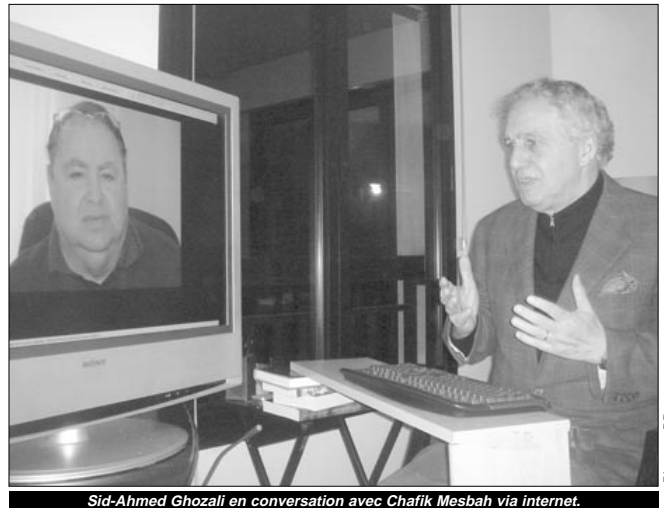
rupture était en droite ligne de l'objectif de recouvrement des richesses du sous-sol, objectif qui était à l'esprit des dirigeants algériens et de leur volonté, depuis l'indépendance, sinon avant.

L'ensemble des orientations politiques et directives managériales sur les bases desquelles les ingénieurs algériens avaient travaillé, la veille et au lendemain de 1971, ont été ordonnées, actualisées, codifiées et rassemblées dans un document unique de quelque deux cents pages, mis au point conjointement entre le ministre de l'Energie et le P-dg de Sonatrach. En appui et en association bien sûr avec les cadres spécialisés du secteur, faut-il le souligner. Finalisé en avril 1976, le document et l'ensemble des dispositions qu'il contient ont reçu la dénomination de «Programme Valhyd». Il est l'équivalent, non point d'une «destination» que serait un projet délimité, mais d'une sorte de réseau de routes principales auxquelles les opérateurs algériens sont tenus de se conformer en permanence dans la conception et l'élaboration de tout projet de développement et d'exploitation sur les champs d'hydrocarbures.

Cela concernait-il également le gaz ?

Oui, mais le programme gazier, confondu indûment avec Valhyd, dont il n'est que l'un des volets, même s'il en constitue un composant important, fait partie de ceux qui ont été constamment suivis par le président Boumediène, pas à pas. Au même titre que l'ensemble du programme Valhyd, c'est un travail algérien, dans le choix des stratégies industrielles et économiques, dans la définition de ses objectifs et orientations politiques dans l'élaboration des normes et des directives techniques. Les organismes techniques étrangers mis à contribution au titre des études et de l'engineering n'ont rien partagé, pas un iota, dans sa conception politique et stratégique.

Au demeurant l'intervention de Bechtel, si indûment décriée aux seules fins de discréditer le programme et ses auteurs, est postérieure au processus de



Sid-Ahmed Ghozali en conversation avec Chafik Mesbah via internet.

Photos : DR

conception et d'élaboration du programme Valhyd. Bechtel a été sollicité au stade de l'évaluation de faisabilité technico-économique et financière d'un programme défini et arrêté par Sonatrach, le ministère de tutelle et leurs ingénieurs, leurs juristes et leurs économistes. Pourquoi Bechtel ? Tout simplement pour sa compétence et sa crédibilité internationale. Les grandes entreprises pétrolières lorsqu'elles s'adressent à des banques pour le financement d'un programme, présentent une évaluation, toujours par l'intermédiaire d'organismes indépendants et crédibles. Sonatrach n'a rien fait d'autre que de recourir à une saine pratique, à un usage international établi.

A propos du programme Valhyd, quel était l'état d'esprit du président Boumediène ?

Tout comme il avait suivi naguère, pas à pas, les études relatives au programme d'exploitation de Hassi Messaoud, réalisées sur près de dix années avec une coopération déterminante des ingénieurs soviétiques qui datait de 1966, année de la visite en Algérie de Baibakov, vice-premier ministre de l'URSS et président du Gosplan, le président Boumediène a suivi pas à pas l'élaboration du programme Valhyd.

Il a suivi le développement du programme gazier d'abord sur le plan commercial. Sur le plan économique et financier, il a consacré plusieurs séances à écouter le rapport d'évaluation Bechtel. Je le vois encore, comme si c'était hier, avec son burnous noir — il avait eu un coup de froid — à sa gauche le Dr Ahmed Taleb El-Ibrahimi, son ministre conseiller, et à sa droite le ministre de l'Energie que j'étais. Fidèle à une attitude que je lui ai toujours connue en pareilles circonstances, il était attentif à tout ce qui lui était exposé au tableau, posant de nombreuses questions, ici et là, aux ingénieurs de Bechtel, relayés de temps à autre par Nordine Aït-Laoussine. Celui-ci était vice-président en titre de Sonatrach mais, depuis ma nomination au gouvernement, je lui avais confié l'intérim de la présidence de l'entreprise en attendant la désignation officielle de mon successeur.

C'est sur le feu vert du président de la République que j'ai exposé par la suite au

Conseil des ministres ladite évaluation, dans le cadre d'une série de conseils spéciaux que le président avait décidé de consacrer à chaque département ministériel, un dimanche par ministère. L'exposé des activités du ministère de l'Energie et les débats y afférents avaient pris deux journées. Quelques mois plus tard, l'évaluation fut présentée aux banques internationales par une mission de financiers et ingénieurs algériens accompagnés de cadres de Bechtel. Bref, cette mission avait comporté une tournée à travers cinq places financières, New York, Londres, Tokyo, Paris et Frankfurt. A son retour, la mission avait rassemblé un volume de deux milliards de dollars américains de promesses de crédits au profit des projets de Sonatrach. C'était durant la maladie du président.

Fin 1979, les membres du Comité central, dont le Dr Ahmed Taleb El-Ibrahimi et moi-même, ont entendu le ministre de l'Energie «révéler» que Valhyd aurait été fomenté en cachette avec Bechtel à l'insu de la présidence, protestant que lui-même, alors «conseiller du président», n'en «avait appris l'existence que par la presse !» Autant suggérer qu'un programme exposé, débattu et adopté en Conseil des ministres est sorti à l'insu de Houari Boumediène qui présidait !

C'est ainsi que, dans la foulée du contrat Sonatrach-El-Paso et un an presque jour pour jour après la disparition de Houari Boumediène, la bêtise et le mensonge sont venus à bout d'un travail algérien de quinze années, enrichissant le florilège des actes d'autodestruction qui jalonnent notre errance cahoteuse dans le sous-développement.

Vous insistez, de manière récurrente, sur le conflit d'intérêts, qui d'emblée, a opposé Sonatrach et les compagnies pétrolières françaises.

Oui un conflit objectif d'intérêts, et pour cause. Le groupe ex-BRP ERAP, entreprise missionnaire de naissance pour le compte de l'Etat français dans le contexte de l'empire colonial, s'est trouvé, du fait de l'indépendance, en confrontation directe avec Sonatrach, une société missionnaire elle aussi, pour le compte de la nouvelle puissance souveraine, l'Etat Algérien.

●●●



Sid-Ahmed Ghozali effectuant son jogging avec les cadres de Sonatrach, un esprit d'équipe bien entretenu.